

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 17 MARS 2015

mettant en demeure le SIVOM du bassin de l'Ehn à Meistratzheim
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 et de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 réglementant ses installations

Le Préfet de la région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 portant autorisation d'exploiter au titre du livre V, titre I du code de l'environnement, les installations de méthanisation et de combustion du SIVOM du Bassin de l'Ehn à Meistratzheim,
- Vu le rapport du 12 février 2015 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que les consignes d'arrêt et de démarrage du méthaniseur de jus de choucroute ne spécifient pas les moyens de prévention additionnels, notamment du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation ;

Considérant que le gazomètre du méthaniseur situé dans un local fermé, classé atmosphère explosive (ATEX) et présentant également un risque toxique, ne dispose de détection ni de méthane, ni d'hydrogène sulfuré ;

Considérant que l'exploitant n'a pas défini tous les équipements intéressant la sécurité et que des équipements importants pour la sécurité (dispositifs de limitation de la surpression du digesteur, soupape du méthaniseur, sonde de niveau dans la colonne du méthaniseur...) ne font pas l'objet d'un programme de maintenance et de vérification périodique ;

Considérant que la teneur en méthane et en hydrogène sulfuré du biogaz ne fait pas l'objet d'un contrôle journalier ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 I. du code de l'environnement, qui disposent que : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er : Le SIVOM du Bassin de l'Ehn, dont le siège social est situé au 38, rue du Maréchal Koenig, BP 79 – 67212 OBERNAI Cedex, est mis en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées route de Krautergersheim à Meistratzheim, dans un délai de 3 mois, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 et de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 reprises ci-après :

Article 26 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009

« Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation. [...] »

Article 36 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009

« L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées, ces zones sont équipées de détecteurs de méthane ou d'alarmes. [...] »

Article 39 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009

« Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) est élaboré avant la mise en service de l'installation. »

Article 8.1.8.1 de l'arrêté du 24 décembre 2013.

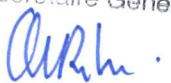
« [...] La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz est mesurée au minimum une fois par jour. La teneur en H₂S du biogaz doit être compatible avec les équipement de valorisation. »

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 II. du Code de l'Environnement,

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Président du SIVOM du Bassin de l'Ehn, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le Sous-préfet de Sélestat-Erstein, le maire de Meistratzheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général


Christian LIGUET

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.